

e ci-contre),  
rencontrer.  
ons plus de  
service pu-  
avons assez  
in manage-  
contre-pro-  
teur. »  
s des hôpi-  
me pas mé-

decins ! dit, incrédule, Mus-  
tapha Soussi, membre de  
l'Association des médecins  
urgentistes de France. C'est  
du management d'entrepri-  
se qu'on fait dans les hôpi-  
taux. »

Autour de la table, les pra-  
ticiens présents énoncent,

pêle-mêle, certaines mena-  
ces émanant de la hiérar-  
chie, telles que "je peux fer-  
mer votre service" ; "vous  
avez de la chance que je  
continue à embaucher votre  
femme" ; "vous n'êtes pas là  
pour faire de la médecine  
mais pour faire rentrer du  
fric"...

### Patients "rentables" et "non-rentables"

Christine Bertrand, pédop-  
sychiatre à Saint-Egrève, elle,  
dénonce le manque d'ef-  
fectifs : « Je suis praticienne  
depuis 40 ans, et je continue  
d'exercer car il n'y a person-  
ne pour me remplacer !  
Avant, dans les centres  
médi-co-psychologiques, il  
fallait trois mois pour prendre  
rendez-vous. Mainte-

nant, c'est un, deux ans ! Las  
d'attendre, les patients ne  
viennent plus. Vu que l'af-  
flux de personnes baisse, on  
ferme des lits. Et vu qu'on  
ferme des lits, on baisse les  
effectifs de médecins. Et ain-  
si de suite. » La définition  
parfaite d'un cercle vicieux.

Pressions, temps d'attente,  
épouement... Pas besoin  
d'aller chercher très loin  
pour trouver la source de  
tous ces problèmes : l'ar-  
gent. « On nous demande  
encore et toujours des éco-  
nomies, ce qui crée des aber-  
rations, détaille le Dr Soussi.  
Une secrétaire qui joue le  
rôle d'infirmière, une agent  
de santé hospitalière qui doit  
effectuer des tâches d'aide-  
soignante... » « Tout a bas-  
culé quand on a commencé  
à parler de malades "renta-

bles" et "non-rentables" »,  
regrette Cyrille Venet, du  
Syndicat national des méde-  
cins hospitaliers (FO). Il in-  
siste sur le mot : « Rentables.  
Mais vous vous rendez  
compte ? C'est inadmissi-  
ble ! »

Tous les praticiens pré-  
sents, sans exception, ont  
dans leur entourage un col-  
lègue qui a craqué : burn-  
out. « C'est dur pour nous.  
On nous demande de faire  
mieux avec moins. Cela met  
en jeu la santé du patient. »

Et l'un des praticiens pré-  
sents de citer le cas d'un  
homme de 43 ans, dans  
l'Aude, décédé le 10 août  
dernier. Ce jour-là, les ur-  
gences les plus proches  
étaient fermées... faute de  
médecins.

Tristan DEVAUX

pleurs, qui me disent "je  
suis faite pour ce métier,  
je ne sais pas quoi faire  
d'autre", mais on ne leur  
en donne pas les moyens.  
C'est bien qu'on parle des

pital, pas entièrement ré-  
tablis. Résultat, on les voit  
revenir quelques jours  
plus tard. Mais où est la  
logique ? »

T.D.

## « Maltraitance institutionnelle sur médecins et infirmiers »

Bruno Caron est praticien  
hospitalier, médecin  
psychiatre en centre  
médi-co-psychologique  
pour adulte à Grenoble.  
Hier matin, il a fait partie du  
personnel hospitalier réuni  
lors de la conférence de  
presse, organisée à l'issue  
d'une lettre envoyée à la  
Ministre des solidarités et  
de la santé, Agnès Buzyn.  
Un vrai coup de gueule, en  
quelque sorte. Dans ce  
courrier, « le message est  
de dire qu'il y a une gouver-  
nance destructive et ineffi-  
cace, ainsi qu'un manque  
de moyens énorme », indi-  
que Bruno Caron.



Le médecin psychiatre Bruno  
Caron. DR

### « Il y a des démissions collectives »

Il poursuit : « Quelle que  
soit la spécialité, nous cons-  
tatons la même chose. Nous  
ne pouvons plus exercer le  
métier tel que l'on doit le  
faire. Il y a une réelle mal-  
traitance institutionnelle  
sur les médecins et les infir-  
miers. » Autre point qu'il  
dénonce : la loi Hôpital, pa-  
tients, santé, territoire  
(HPST), promulguée en  
2009. « Depuis cette loi, qui  
dit que le directeur de l'hô-  
pital est comme un chef  
d'entreprise, il n'y a plus de  
concertation avec les mé-  
decins. On doit faire ce  
qu'ils nous demandent,  
alors que l'on sait que ça ne  
fonctionnera pas. On est  
transformés en techniciens,  
pour que ce soit plus renta-

ble », se désole Bruno Ca-  
ron. Selon ce dernier,  
« beaucoup de mouve-  
ments similaires se sont  
créés en France, on décou-  
vre que les gens sont tous  
en train de dire que ce n'est  
plus possible. C'est un  
constat national. » La situa-  
tion semble urgente, et les  
praticiens en colère de-  
mandent des solutions rapi-  
des et efficaces. « Les gens  
sont en train de partir des  
hôpitaux, il y a des démis-  
sions collectives. Ils n'ont  
plus que ça pour protes-  
ter. » Il conclut : « Nous  
voulons défendre une santé  
pour tous et pas à deux vi-  
tesses ».

M.Z.

## e à la ministre signée par 402 médecins de toute la France

ue la lettre  
s médecins  
té envoyée,  
réception.  
Le bureau  
le la Santé,  
Dans cette  
aticiens dé-  
plan trien-  
ies (2015-  
réductions  
baptisées  
s" [...] dont  
es sont des  
its par cen-  
de prises en  
bouteillage  
es prises de  
s médecins  
ux person-  
ux refusent  
s politiques  
du service  
er et refu-  
à subir ce  
destructeur  
sions médi-  
retrouver



À défaut de pouvoir rentrer au CHPO, c'est... dans une pizzeria que les praticiens se sont réunis pour faire part de leur mal-être.

leurs prérogatives [...] et les  
établissements doivent re-  
trouver une organisation en  
service par spécialité et non  
par pôle. Car la pénurie mé-  
dicale organisée de longue

date est là [...] et rien n'est  
fait pour l'enrayer [...].  
L'heure est grave [...], c'est  
pourquoi nous demandons  
à vous rencontrer dans les  
plus brefs délais [...]."

Hier, 402 médecins venus  
essentiellement de la ré-  
gion Auvergne-Rhône-Al-  
pes, berceau de la grogne,  
avaient paraphé la lettre, le  
registre des signatures

étant encore ouvert. Signe  
que le sujet témoigne d'un  
mal-être à l'échelle natio-  
nale, les noms de praticiens  
de La Rochelle, Metz, Lille,  
Brest... étaient visibles.